

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : 1^{er} concours

DATE : 06/05/2016

A MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

en Spéc, ou en Trak, pour prendre

1 500 pages français

2014 Chappot-Semot

5. quels

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

1593

NOTE

17/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION


NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

4

COMPOSITION DE Connaissance du monde contemporain

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)



* Rayer la mention inutile

Le 10 janvier 2015, trois jours après les attentats terroristes de Charlie Hebdo et de l'hypercasier de Vincennes, le Président de la République changeait le président de l'Assemblée nationale et celui du Sénat d'une mission visant à définir les moyens de renforcer le sentiment d'appartenance à la nation, considérant que c'était la société française qui était menacée, et que cette fragilité devait être compensée.

Il est interdit aux candidats de signer

des années 1970-1980

ont pu s'inspirer le réel
présentent presque modèle

avec le personnel

Ce sentiment

et la

2016

de peur ou de trouble propice à la désorganisation des institutions, elle interroge le corps social dans son ensemble.

Il y a ainsi un défi posé par le terrorisme, un modèle français, en même temps qu'un risque de défiance pour la société elle-même.

Les attentats terroristes récents ont ainsi frappé la France dans sa particularité, l'identité d'une société française construite sur une logique d'ouverture, reposant sur le désir de vivre ensemble (Renaud, Qu'est-ce qu'une nation?) La jeunesse avec le Bataclan, la liberté d'expression avec Charlie Hebdo... En attaquant l'intégrité du territoire de la République c'était aussi l'intégrité du modèle social qui était attaqué. Trois grands défis s'y font pressentir : un défi fait à la société multiculturelle et ouverte : comment rassembler après les attentats ? un défi fait à l'état de droit : quels moyens mettre en œuvre pour contraindre la menace, tout en garantissant les libertés ? lequel revêt une acuité accrue après la troisième prorogation de l'état d'urgence (L. 20 mai 2016) et la promulgation de la loi dite "réforme pénale" (L. 3 juin 2016). Enfin, un défi fait à l'avenir : entre incertitude et besoin d'agir, que devons-nous faire aujourd'hui, qui sont avant tout des enjeux de société ?

Toutefois ces défis ne doivent pas demeurer des questions sans réponse, et partant, exiger un diagnostic. Derrière la nécessité de reconstruire se cachent deux impératifs fondamentaux : comprendre et prévenir. Ces enjeux ne sont pas moins importants : quels préalables conduisant à la logique de radicalisation

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

de personnes françaises, qui rejettent la société française, et partent en Syrie, ou en Irak, pour prendre les armes contre elle, et ses valeurs ? En 2015, en effet, ce sont 1 500 jeunes français qui sont partis en Syrie, soit une augmentation de 84% de plus qu'en 2014 (Rapport Sénat 2015)

En dehors des enjeux de sécurité et des défis de politique pénale, essentiels dans ce contexte, quels défis la société française doit-elle relever, face au terrorisme ?

I) Le terrorisme : un défi lancé à la société française

La renaissance du terrorisme vient reactualiser l'ancien défi de protection de l'intégrité du territoire de la République (A). Mais davantage, face aux attentats récents, la société française semble être conduite à se définir d'elle-même (B).

A) Le terrorisme défie une société française jusqu'alors relativement protégée

La question de l'intégrité du territoire de la République, jusqu'aux événements de 2015, paraissait globalement acquise : le terrorisme n'étant qu'une menace, et cette menace semblait diffuse. Certes, les années 2000 ont reactualisé l'idée du risque terroriste, dont témoignent les attentats de 2001 à New-York, de 2004 à Madrid, de 2008 à Londres, ou de 2014 à Bruxelles, pour ne prendre que des exemples proches et symboliques. Toutefois, la France était alors relativement épargnée par ces actes répétés et qui venaient « de l'étranger » alors que la société française a connu un terrorisme longtemps « d'intérieur » : celui des attentats

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

des années 1970-1980, terrorisme politique de revendication et de séparation, dont ont pu s'approprier le réalisateur Costa-Gavras, pour son film Z, et qui avait pu présenter presque modestement Albert Camus, dans sa pièce de théâtre Les justes, notamment avec le personnage de Kaliayev, expliquant "vocaliser donner une chance à la vie".

Le sentiment d'être expliqué peut être partiellement le choc causé par les récentes attentats, et les premières théories dites "du loup solitaire" qui avaient pu être avancées lors de l'affaire Mohammed Merah à Toulouse en 2012.

En vérité, l'action contre le terrorisme français, dans une idée de mobilisation des effectifs est d'histoire récente : le plan 1990-1991, l'argument d'un ministre de l'intérieur visant à "terroriser les terroristes" en 1986... et si la législation, des années 1980 à aujourd'hui n'est emparée avec une attention soutenue de la question (loi du 13 novembre 2014 loi du 24 juillet 2015), la société française, dans son ensemble, n'était pas préparée au défi du terrorisme.

L'ensemble a changé de visage, comme le soulignent la Lune France sur la défense et la sécurité de 2013. La surveillance des lieux attaqués de radicalisation - les mosquées où prêchent certains courants fondamentalistes - était incomplète, face au processus entamé sur internet par de nombreux individus, comme l'a démontré le sociologue Fahrad Khatibkhoo dans son ouvrage intitulé La radicalisation. Cette progression de l'usage des réseaux sociaux par les organisations terroristes, cette facilité à propager des vidéos et prendre les armes, devant l'incompréhension de la société elle-même a été récemment portée sur les écrans par le journaliste Abderramane Sissako. Dans Timbuktu, le journaliste montre ainsi une société malienne déchirée par le phénomène de radicalisation, et où toute action de propagande est d'abord relayée par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Le défi de protection de l'intégrité du territoire se pose ainsi de façon actualisée à la société française, tandis que, dans le même mouvement, elle se trouve frappée par les attentats terroristes les plus meurtriers de son histoire récente, entre janvier et novembre 2015.

Plus que la question du dispositif préventif et légal, se pose la question des moyens alloués à cette lutte où prédomine l'asymétrie d'information, ainsi que l'a montré le débat relatif à la défaillance interne des services de renseignement, mal coordonnés, et même l'illuminisme concernant la question des effectifs alloués à la surveillance des événements sportifs de l'europa 2016 et du tour de France.

Ces enjeux ne sont pas sans rappeler que c'est la société française dans son cœur qui est prise à parti par la menace terroriste, et qui restera de se défier d'elle-même.

B) Face aux attentats terroristes, la société française semble être conduite à se défier d'elle-même.

A nouveau plongée dans une logique de terreur et d'attentats, la société française doit relever un double défi : résister au climat de défiance, et réaliser que c'est précisément cette défiance qui nourrit l'action terroriste.

Les attentats terroristes du 7 janvier et du 13 novembre 2015 ont ainsi engendré ou renforcé un climat de défiance particulièrement prégnant.

C'est cette hypothèse qui est notamment avancée par l'historien Patrick Weil, dans l'ouvrage intitulé Le sens de la République, paru en avril 2015. L'universitaire y défend

l'idée selon laquelle la marche du 11 janvier 2015 n'était rien d'autre qu'un semblant d'unité nationale, dont les attentats du 7 janvier ont révélé les failles.

Il est notable que des dissensions sont très vite apparues dans la société française, quant aux réactions et aux décisions à prendre, et qu'une certaine animosité a pu émerger, jusqu'après les attentats du 13 novembre, situation qui s'est retrouvée dans les débats relatifs à l'instauration d'une doctrine automatique de nationalité, et à la constitutionnalisation de l'état d'urgence, avant que ne soit abandonné le projet de révision constitutionnelle intitulé pourtant "protection de la nation".

Certaines prises de position dans le débat public, la montée d'un sentiment de rejet d'une certaine partie de la population semble par ailleurs confirmer le constat du sociologue Bruno Latour, selon lequel "nous continuons de polariser la violence sur une victime expiatoire : l'étranger" (Nous n'avons jamais été moderne).

C'est pourtant cette défiance qui nourrit le terrorisme, et qu'il vise en force, en comptant sur une désorganisation des institutions et un embourgeoisement des situations par le surgissement de conflits de société.

Cette quête de la haine par la haine est d'ailleurs décrite par le romancier Julien Gracq, qui, dans Le Français, relate le parcours d'un jeune français qui vient à partir

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

en Syrie, alimentée par sa haine de la société et le dégoût des autres, prenant par la suite les armes contre la France; capturé après le succès de son attentat, et alors que la France s'entre-déchire sur le sens à donner à ces actes et la réponse qu'il commandait, ce dernier écrit une lettre à son père: "je ne suis pas un terroriste. Je ne suis pas un sadique. Tout ce que je voulais, c'était exister."

La fiction du roman rejoint ici la réalité de la société française post 13 novembre, de la même façon qu'on a pu évoquer un "après 11 septembre" aux Etats-Unis, s'agissant de la façon dont les attentats terroristes amènent la société face à elle-même, à mesurer les choses avec ces nouveaux enjeux.

II) Faire face au terrorisme: la société française, entre défis et défaillances

A condition d'opérer un diagnostic sur elle-même (A), la société française dispose des moyens de faire face aux défis du terrorisme (B)

A) Nouveaux défis : le terrorisme interroge la pertinence du modèle social français

La spécificité du terrorisme actuel, et sa dynamique de radicalisation, amène la société française à opérer un diagnostic sur ses propres maux, dans l'idée que « notre mal vient de plus loin » (Racine).

Face à cette France désemparée, point d'abord l'idée que la société française n'est plus cette communauté d'implicites qui adhère au vivre ensemble. D'ailleurs peut-on observer une identité de repli (Alexis Jenni, L'art français de la guerre), qui trouve sa source dans une société de déception, ou de défiance. Cette perspective malheureuse est notamment défendue par Damien Boyer, dans La vie après Daesh, qui souligne que 50% des jeunes qui partent en Syrie et qui en retournent ne sont pas attachés à l'Islam, et n'en ont une connaissance que lacunaire, « de sources trouvées sur internet », et que leur réelle motivation est d'échapper à un mal être social, lequel résulte de chômage, de l'absence de diplôme, d'une solitude personnelle vécue comme insupportable... Ces facteurs de radicalisation semblent pourtant susceptibles d'être palliés par le projet républicain social, et sans excuser toute logique d'attentat par ces simples facteurs, on peut s'interroger sur la part de réalité de ces facteurs.

Et c'est ce qui est d'ailleurs un thème repris dans le récent film de Xavier Durangon, Ne m'abandonne pas, ou Charlie, un jeune français en rupture avec ses parents, décide de « rejoindre le djihad » et une connaissance, rencontrée sur internet

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

En second lieu, le défi de répondre efficacement au terrorisme ne doit pas voir la société française sacrifier son identité d'état de droit et de pays des lumières.

Les récents débats relatifs à la troisième prorogation de l'état d'urgence dont le régime a été modifié par la loi du 20 novembre 2015 en sont témoins. On peut notamment rappeler à ce titre l'exclusion du juge judiciaire dans cette procédure, pourtant garant des libertés individuelles, au motif notamment que la durée de l'assignation à résidence, de 12 heures, n'est pas qualifiable de privation de liberté (Df, 22 décembre 2015). Les perquisitions administratives et jusqu'à récemment, les saisies opérées dans ce cadre, (9 ps, 13 février 2015, Ligue des droits de l'homme) ont de quoi entretenir sur le risque d'une « justice d'exception », pour reprendre le titre de l'ouvrage de la juriste Vanessa Codaccioni (Justice d'exception, l'état français face au terrorisme). L'auteur y souligne le risque, pour la société française, d'une perte de sens, face à une multiplication des régimes dérogatoires. L'arrêt du 4 janvier 2015 autorisant les forces de police à porter leur arme en dehors du service et sur la totalité du territoire national peut être signalé en ce sens.

Face à la somme de ces défis, plusieurs solutions peuvent être envisagées, dans le pari que les avancées du bien se cumulent et que les interruptions du mal ne font pas système = (Paul Ricoeur)

B) La société française face à elle-même : défis et contre le terrorisme

Il importe en premier lieu de retrouver le sens du vivre-ensemble. Assassiné le 7 janvier 2015, l'économiste Bernard Maris laisse, dans un livre posthume, une invitation, Et si on aimait la France, invitant à retrouver ces valeurs de confiance, d'ouverture et de tolérance, ce qui fait de la société française « un terminal où l'on s'arrête et l'on s'installe ».

Cet effort de discussion doit se retrouver dans les rapports familiaux, ainsi que le recommande le psychiatre Daniel Oppenheim, dans son ouvrage intitulé lettres à un adolescent sur le terrorisme, où il insiste sur l'effort de la relation parentale face aux risques de radicalisation qui sont dus à une sensation d'abandon ou d'exclusion, pourtant commune à cet âge de la vie. En ce sens, le dispositif de numéro vert lancé en 2015 par le gouvernement pour les parents, l'initiative d'un site internet stop-dychno-gouv.fr, permettent de prévenir ces risques renforcés à l'ère du tout numérique.

C'est d'ailleurs par l'action juridique et plus précisément par le droit, dans son respect, que peuvent être relevés les défis du terrorisme. Ainsi de la loi du 24 juillet 2015, mais surtout de la loi du 3 juin 2016 qui permet, à l'issue de l'état d'urgence prévue fin juillet, de réinvestir l'autorité judiciaire dans ses fonctions essentielles.

Enfin, la société française, pour combler le terrorisme, n'est pas seule face à elle-même, ni avec son histoire. L'Union européenne, unanimement touchée par les attentats terroristes, doit réagir dans le cadre d'un projet commun, dont l'instauration du PNR peut être l'une des modalités.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Les défis du territoire à la société française sont nombreux.

Conjoncturels, ils tiennent à la capacité de la société à réagir face à l'événement, et faire face, dans le cadre de l'état de droit, jusqu'à faire triompher le vivre-ensemble.

Structurels, ils impliquent une interrogation honnête de son état, afin de déterminer et d'isoler la part de défaillance qui est présente dans son projet social, et qui alimente pour partie la logique de radicalisation.

Ces défis ne sont pas insurmontables, et ils témoignent surtout de la capacité de la société française à se remonter, et résister, alors que l'on commémore un ancien défi, le centenaire de la bataille de Verdun, et donc, de la Première Guerre mondiale.